

APPEL À L'ACTION DU MOUVEMENT MUNICIPAL FÉMINISTE

à l'occasion du 30e Anniversaire du
Programme d'action de Beijing

Synthèse des
priorités pour
la décennie
à venir



CGLUFEMMES

[#CSW](#)

[#Listen2Cities](#)



Notre combat historique pour l'égalité

Le mouvement municipal, qui trouve ses racines dans les efforts de paix du début du XXe siècle, défend depuis longtemps l'égalité, la justice et l'autonomisation, de nos villes et territoires à la scène mondiale.

Suite à l'adoption du Programme d'action de Beijing en 1995, qui ne faisait que peu mention des gouvernements locaux, la promotion de la participation des femmes à la gouvernance locale en tant que fondement de la démocratie est devenue une priorité essentielle pour le mouvement, notamment par le biais de l'IULA, l'organisation fondatrice de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Grâce à une initiative de l'Association suédoise des autorités locales et des régions (SALAR), la première étude sur le rôle des femmes dans la politique locale a été menée, ce qui a conduit au lancement de la Déclaration mondiale sur les femmes dans le gouvernement local en 1998. Cette étape a inspiré la Charte européenne et a depuis lors influencé les politiques et programmes d'égalité de CGLU, notamment la Charte pour l'égalité des genres en Afrique.

En 2013, la Commission d'égalité des genres de CGLU est devenue la Commission permanente de CGLU pour l'égalité des genres sous la direction de la maire de Paris, qui a ensuite guidé l'Organisation pour participer à l'initiative Génération Égalité d'ONU Femmes en 2021. La même année, alors que le COVID-19 mettait en lumière les vulnérabilités des femmes dans le monde entier, une coalition de dirigeant·e·s locaux et locales de villes telles que Barcelone, Bogota, Paris, Banjul et Freetown, a déclaré que le mouvement municipaliste serait un mouvement féministe, avec une vision commune de l'égalité, de la justice sociale et de la démocratie.

Les trente ans de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

En 2025, la communauté internationale célébrera le trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Ce cadre est devenu une pierre angulaire de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes dans le monde. CGLU élabore actuellement une stratégie, sous l'impulsion de sa Commission permanente pour l'égalité des genres, désormais présidée par la présidente de la région de Nouakchott, et en collaboration avec les sections de CGLU, afin d'examiner les progrès réalisés et de combler les lacunes dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Il faudra également renforcer le mouvement municipal féministe autour de priorités communes. Cela inclut un engagement proactif lors d'événements clés tels que la 69e Commission de la condition de la femme (CSW69) en mars 2025, et contribuera à des étapes

CGLU FEMMES

#CSW

#Listen2Cities



ultérieures, telles que l'examen de l'ODD 5 lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) en juillet 2025 et le Sommet social mondial en novembre 2025. Ce processus contribuera au plaidoyer de CGLU sur le rôle essentiel et l'impact des gouvernements locaux et régionaux dans la localisation et l'égalité. Cela alimentera les appels de notre communauté à un engagement structurel dans les espaces et processus décisionnels mondiaux dans les domaines de l'égalité des genres et du développement social.

CGLU considère que Beijing+30 est un moment crucial pour évaluer les progrès et renforcer les engagements en faveur de l'égalité des genres au niveau local.

Depuis 1995, les villes et les gouvernements locaux reconnaissent de plus en plus leur rôle dans la promotion des politiques féministes, bien que des lacunes persistent. Depuis 2021, CGLU est considérée comme le chef de file d'un mouvement municipal féministe, qui met l'accent sur un changement transformateur et populaire pour l'égalité des genres. Le mouvement a gagné en importance, car les villes et les gouvernements locaux sont devenus des acteurs essentiels pour faire progresser les objectifs de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Dans le contexte de Beijing+30, le mouvement est particulièrement bien placé pour catalyser l'action sur les engagements clés en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, notamment en s'attaquant aux inégalités locales, en renforçant la participation politique des femmes et en encourageant les partenariats avec les femmes des communautés et la société civile pour atteindre la justice sociale.

Le rôle des gouvernements locaux dans la réalisation de l'égalité des genres

Le processus d'examen de Beijing+30 souligne l'importance de la gouvernance à plusieurs niveaux pour parvenir à l'égalité des genres. Les gouvernements locaux et régionaux, en tant que niveau de gouvernance le plus proche des communautés, jouent un rôle crucial dans la lutte contre les inégalités dans des domaines tels que le logement, la sécurité publique, l'éducation, les soins de santé et les droits du travail. Le mouvement municipal féministe tire parti de ces opportunités en intégrant les principes féministes dans l'urbanisme, la gouvernance locale et les politiques publiques.

Les villes, les gouvernements locaux et régionaux, ainsi que leurs associations, sont de plus en plus reconnus comme des acteurs clés dans la promotion des engagements pris dans le cadre du Programme d'action de Beijing, notamment :

CGLU FEMMES

[#CSW](#)

[#Listen2Cities](#)



1. Mettre fin à la violence contre les femmes

Les gouvernements locaux créent des programmes de sécurité et de protection sociale tenant compte des questions de genre, tels que des espaces publics bien éclairés et des systèmes de signalement communautaires pour les violences sexistes.

2. Justice économique

Les gouvernements locaux s'attaquent à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes en encourageant l'entrepreneuriat féminin, en améliorant l'accès aux marchés du travail locaux et en proposant des services de garde d'enfants et d'autres services de soins abordables.

3. Représentation et leadership

Les initiatives municipales féministes amplifient la voix des femmes au sein de la gouvernance locale, certaines villes instaurant des quotas de femmes dans les postes décisionnels.

Perspectives clés du mouvement municipal féministe sur Beijing+30

1. Localiser les politiques féministes

- CGLU a été à l'avant-garde de la promotion du municipalisme féministe, considérant les gouvernements locaux comme des acteurs clés dans la réalisation de l'égalité et de la justice sociale.
- Malgré des cadres mondiaux solides, les efforts au niveau national sont souvent au point mort, ce qui rend la mise en œuvre locale cruciale.

2. Des services publics sensibles au genre

Les villes féministes doivent fournir des services accessibles et inclusifs, tels que :

- Des services de garde d'enfants et de soins aux personnes âgées universels pour redistribuer le travail non rémunéré.
- Des transports publics sûrs et un urbanisme qui donne la priorité à la sécurité et à la mobilité des femmes.
- Un logement et une protection sociale pour les femmes, en particulier celles qui sont confrontées à la violence.



3. Leadership et participation politiques des femmes

- Bien que certains progrès aient été réalisés, la parité entre les genres dans les instances dirigeantes municipales reste difficile à atteindre.
- Des obstacles structurels, notamment les normes sociales et les traditions culturelles, continuent d'entraver la pleine participation à la politique locale.
- Il est essentiel de mettre l'accent sur une participation significative des jeunes et sur l'accompagnement et l'autonomisation des jeunes femmes.
- Des programmes locaux d'éducation aux médias conçus pour lutter contre les stéréotypes sexistes et la désinformation peuvent contribuer à surmonter ces obstacles.

4. Économie de soins et transition équitable

- Les villes, les régions et leurs associations sont essentielles à la mise en œuvre d'une économie féministe centrée sur les soins, qui reconnaît le travail de soins comme étant essentiel au bien-être économique et social.
- Une transition juste dans les politiques climatiques et numériques doit intégrer une perspective féministe, en veillant à ce que les femmes, en particulier celles qui occupent des emplois précaires, ne soient pas laissées pour compte.

5. Lutter contre les violences sexistes

- La montée de la violence urbaine contre les femmes, comme les féminicides, le harcèlement et les abus en ligne, nécessite une action urgente.
- Les solutions locales comprennent des services de police sensibles au genre, des services centrés sur les survivantes et des cadres solides de sécurité numérique.
- La collaboration avec les partis politiques et les médias est essentielle pour lutter contre la violence à l'égard des femmes dirigeantes politiques à tous les niveaux.

6. Féminisme intersectionnel

- Le leadership des féministes du Sud est essentiel dans les discussions de Beijing+30, en reconnaissant que les approches traditionnelles descendantes ont marginalisé de nombreuses communautés.
- Les femmes autochtones, migrantes et en situation de handicap, ainsi que d'autres communautés structurellement discriminées, doivent être au cœur des processus décisionnels.



- L'éducation pour toutes les femmes et les filles est une condition préalable non négociable.

7. Les femmes et la paix

- Garantir la participation des femmes à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix au niveau local est essentiel pour construire des sociétés pacifiques.
- Les institutions municipales peuvent cultiver une culture de la paix et donner aux femmes les moyens d'assumer des rôles clés dans la construction de communautés pacifiques.

Regarder vers l'avenir : le Pacte féministe de CGLU et au-delà

Bien que le mouvement municipal féministe ait obtenu des succès notables, des défis subsistent pour adapter les efforts locaux aux objectifs mondiaux. Un financement limité, des contraintes de capacité et des normes patriarcales bien ancrées peuvent entraver l'action municipale.

Beijing+30 est une occasion de :

1. Renforcer les partenariats locaux, nationaux et internationaux

Améliorer la collaboration entre les acteurs municipaux, nationaux et internationaux pour s'assurer que les gouvernements locaux et régionaux disposent des ressources et du soutien politique nécessaires pour faire progresser l'égalité des genres.

2. Intégrer l'intersectionnalité

S'attaquer aux formes de discrimination croisées qui affectent différemment les femmes en fonction de leur couleur de peau, de leur appartenance ethnique, de leur âge, de leur handicap et de leur statut socio-économique.

3. Inspirer par la pratique

Tirer parti des processus et des plateformes mondiales telles que Beijing+30 pour échanger des idées novatrices et des enseignements, en favorisant une culture de progrès partagé.

CGLU FEMMES

#CSW

#Listen2Cities



Le mouvement municipaliste féministe de CGLU appelle à repenser radicalement la gouvernance :

- Augmentation des financements et plus grande autonomie des gouvernements locaux pour mettre en œuvre des politiques sensibles au genre.
- Mise en œuvre d'une budgétisation féministe au niveau local.
- Quotas et politiques visant à garantir que davantage de femmes, en particulier celles issues de groupes marginalisés, assument des rôles de leadership.
- Nouvelles formes de leadership qui autonomisent à parts égales les garçons et les filles, les hommes et les femmes.
- Décentralisation du pouvoir, donnant aux communautés et aux mouvements de femmes locaux une voix plus forte.
- Solidarité internationale entre les villes pour remettre en question les politiques qui perpétuent les inégalités.

À l'approche de Beijing+30, le mouvement municipal féministe défend un agenda audacieux et transformateur, qui garantit que les villes restent au cœur d'un avenir féministe.

CGLU FEMMES

#CSW

#Listen2Cities



**Cofinancé par
l'Union européenne**

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la responsabilité de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.